ASSEMBLÉE NATIONALE

30 octobre 2015

PLF POUR 2016 - (N° 3096)

Adopté

AMENDEMENT

N ° II-CE42

présenté par
M. Pupponi et M. Goua

ARTICLE 61

Mission « Relations avec les collectivités territoriales »

Après l'alinéa 10, insérer les alinéas suivants :

« 3° *bis* Le 2° du II de l'article L. 2336-5 est ainsi modifié :

« Substituer aux mots : « et des conseils municipaux des communes membres », les mots : « et d'au moins deux tiers des Conseils municipaux des communes membres représentant au moins 50 % de la population de l'ensemble intercommunal ou d'au moins 50 % des communes membres représentant au moins deux tiers de la population de l'ensemble intercommunal. » »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à desserrer la règle de dérogation libre pour la répartition de l'attribution du FPIC afin d'éviter qu'une commune seule puisse bloquer un accord local. L'amendement conserve néanmoins une jauge protectrice avec deux tiers des communes représentant au moins 50 % de la population de l'ensemble intercommunal, ou inversement. Cet amendement s'articule également avec l'amendement proposant une garantie d'attribution au FPIC pour les communes DSU cible indépendamment de tout accord local.